

Grande-Bretagne : le lien entre le Labour et les Unions remis en question

Par **Silvère Chabot**, rédacteur en chef du site [Grey Britain](#) et
Nathanaël Uhl, journaliste, collaborateur de la revue [Regards](#).

Juin 2015

Après la [défaite enregistrée par le parti travailliste](#) lors des élections générales du 7 mai 2015, la désignation du nouveau leader du Labour se déroule sur fond de remise en cause du lien historique entre les syndicats, rassemblés dans la Trade Unions Confederation (TUC), et le parti. La frange sociale-libérale, héritière de Tony Blair et Gordon Brown, a saisi l'occasion pour appeler à « *briser le lien* » entre les deux composantes du mouvement ouvrier britannique. Cette attaque intervient à un moment où, au sein du mouvement syndical, des militants remettent également en question cette relation historique. Axé sur la question du financement, le débat sur le « lien » n'est pas dénué d'arrière-pensées politiques et c'est, finalement, l'orientation du Labour qui se discute en toile de fond. L'affrontement se focalise sur un duel à distance entre Liz Kendall, patronne du think tank Progress et candidate blairiste à la direction du parti travailliste, et Leonard « Len » McCluskey, dirigeant de *Unite*, le principal syndicat du Royaume-Uni, implanté dans le secteur public.

Aux origines du lien

A la fin du 19^e siècle, deux partis se partagent le pouvoir : les Conservateurs (ancêtres des actuels « Tories ») et les Libéraux. La classe ouvrière organisée au sein de ses syndicats n'a aucune représentation politique. Aussi, la TUC décide de créer un parti nouveau, pour la représenter au sein du parlement. C'est ainsi que naît, en 1900, le Parti travailliste, comme émanation directe des syndicats. Il va grossir rapidement et amalgamer des « sociétés socialistes », comme la célèbre Fabian Society. Mais les syndicats ont, statutairement, un poids dans l'appareil travailliste qui les rend incontournables pour tout choix stratégique, du leader du Labour à son orientation. Cette réalité correspond à l'aspect fédéral du Labour qui, dès sa création, partage le pouvoir entre les trois piliers des syndicats affiliés, des adhérents individuels et du groupe parlementaire. Si le poids du groupe parlementaire a toujours été prééminent – le leader du Labour est forcément un membre du parlement et donc le chef du groupe parlementaire –, les syndicats assurent une partie majoritaire du financement du parti équilibrant ainsi le pouvoir.

Aujourd'hui encore, un syndicat peut choisir de s'affilier au parti travailliste et paye alors des cotisations au parti. En retour, les membres du syndicat sont membres affiliés du Parti travailliste. Ainsi, 3,5 millions de syndiqués sont considérés comme membres affiliés, quand le Labour compte 230 000 adhérents. Les adhérents des syndicats affiliés ont la possibilité de quitter le parti (« *opt out* »).

« One member one vote »

Jusqu'en 2010, les syndicats détenaient encore de manière statutaire 32 % des suffrages dans les élections internes. Cette année-là, avec l'arrivée d'Ed Miliband à la tête du Labour, une réforme a eu lieu qui a généralisé le principe « un adhérent, une voix », minorant ainsi le poids des syndicats. Il s'agit là de la fin d'un processus entamé dès 1992, sous le nom de « New Labour ». A l'issue de treize années de défaites électorales, une transformation des rapports entre parti et syndicats a été impulsée. Ses initiateurs, dont Tony Blair, l'ont présentée comme une des dimensions essentielles de la rénovation ; ils y voyaient un moyen de rationaliser et de professionnaliser l'appareil partisan tout en se libérant de la tutelle des syndicats ¹.

La structure fédérale du parti a été radicalement affectée par le changement de l'équilibre des pouvoirs dans les structures déjà existantes, par la création de nouvelles instances et enfin par la l'extension du « *OMOV* » (*one member one vote* – un adhérent une voix) minorant, à chaque étape, l'importance du votes bloqués des syndicats. À partir de 1993, les adhérents ont donc voté individuellement pour sélectionner leurs candidats aux élections législatives puis, en 1994, le leader du parti et son adjoint (Tony Blair et John Prescott) ont été élus à la tête du parti par l'ensemble des adhérents. Parallèlement, la part du vote bloqué des syndicats à la conférence, organe souverain du parti qui en détermine chaque année sa ligne politique, est passée de 90 % des voix à 70 % en 1993, pour atteindre 50 % en 1995. La réforme Miliband a mis fin à la notion de vote bloquée. En 2013, Ed « le rouge » Miliband a proposé que les adhérents des syndicats choisissent de s'affilier (« opt in »), ce qui serait une rupture avec l'existant.

Mais, dans les faits, les *Unions* peuvent ainsi toujours susciter l'adhésion directe de leurs membres au Labour, voire prendre en charge leurs cotisations et espérer gonfler leur influence dans un parti où le taux de syndicalisation est, traditionnellement, un des plus élevés parmi les partis de gauche en Europe en lien avec une présence effective d'ouvriers à tous les échelons du Labour. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les quelques 30 000 adhésions réalisées au Labour, dans la semaine qui a suivi la débâcle électorale de mai 2015.

Le poids relativisé des Unions dans l'appareil

Les blairistes n'ont eu de cesse de « rééquilibrer », selon leur vision des choses, le poids du parti au détriment des syndicats. Dans cette optique, le National Executive Committee (NEC – Comité exécutif national), censée diriger le parti entre deux conférences, a été réformé en 1997, après l'adoption du document « *Partnership in Power* » qui redéfinit les rôles respectifs du parti parlementaire, des adhérents individuels et des syndicats.

Le NEC réunit en son sein les représentants de ses diverses composantes (adhérents individuels, organisations affiliées, parlementaires, membres du gouvernement le cas échéant ou du *Shadow Cabinet* ²...). La section des adhérents était depuis la fin des années 1970 quasiment monopolisée par des parlementaires issus de la gauche du parti qui y trouvaient une tribune privilégiée, face à un

¹ « *Parti socialiste français et parti travailliste britannique* », par Carole Bachelot, pp. 107-121

² « *Cabinet fantôme* », dans le système de Westminster, désigne les principaux députés du parti de l'opposition, chargés de surveiller et critiquer un ministre en exercice.

Shadow Cabinet qui, sous l'égide de Neil Kinnock, avait adopté une ligne plus modérée après la déroute électorale de 1983. Après l'entrée en nombre des membres du cabinet-fantôme dans le NEC au début des années 1990 (six des sept postes étant occupés par ces derniers, Tony Blair et Gordon Brown le rejoignant en 1992), l'équipe de Tony Blair s'est attachée à réduire définitivement les risques de dissonance entre ces deux sources concurrentes d'autorité. Le document « *Partnership in Power* », a codifié les nouvelles structures pour que gouvernement et parti harmonisent leurs positions.

Si « *Partnership In power* » a sauvegardé les douze sièges des syndicats, il a interdit aux parlementaires de candidater pour les six postes de représentation des adhérents. En revanche, il a créé une nouvelle section qui leur est dévolue et a également permis à trois membres du gouvernement d'entrer dans l'exécutif du parti.

	Le NEC avant 1997	Le NEC après 1997	Nombre de sièges réservés aux femmes après 1997
Syndicats	12	12	6
CLPs (adhérents individuels)	7	6	3
Femmes	5	–	–
Sociétés socialistes	1	1	–
Jeunes	1	1	–
Gouvernement	–	3	1
Groupe parlementaire (Communes et groupe européen)	–	3	1
Leader du groupe parlementaire européen	–	1	–
Collectivités locales	–	2	1
Trésorier	1	1	–
Leader	1	1	–
Vice-Leader	1	1	–
TOTAL	29	32	12

[1]

Composition du NEC (en nombre de sièges) avant et après l'adoption de *Partnership in Power*, 1997. (Meg Russel, *Building New Labour. The Politics of Party organisation*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2005, p. 179)

L'argent des Unions, le nerf de la guerre travailliste

En 2014, les syndicats ont versé 11 millions de livres au parti travailliste. A l'issue des élections générales, selon une enquête du quotidien conservateur [The Sun](#), 159 élus travaillistes sont soit adhérents soit ont bénéficié des fonds des syndicats. Sur les candidats non élus, 128 seraient dans la même situation. C'est dire le poids que pèsent encore les syndicats dans le parti. A titre de comparaison, le plus gros donateur privé, Lord David Sainsbury, a donné un total de 8,4 millions de livres cumulées avant de couper les vivres au parti quand Ed Miliband en est devenu le leader.

Aujourd'hui, le propriétaire de la chaîne de magasins Sainsbury concentre son financement sur Progress qui a bénéficié, de sa part, de plus de 1,8 millions de livres sterling.

Pour autant, des syndicats de plus en plus nombreux, réduisent leur contribution financière au Labour. Le mouvement a commencé en 2001 quand le GMB (General Workers Union, 3^e syndicat du pays avec plus de 615 000 adhérents) a décidé de diminuer ses subventions au parti. Il a par ailleurs ciblé les suppressions de soutiens les années suivantes, en ciblant particulièrement les parlementaires du Labour qui prenaient des décisions contraire aux intérêts de la classe ouvrière. Certaines organisations, comme les syndicats de la marine, du chemin de fer et des transports ainsi que celui des pompiers, se sont désaffiliées du parti travailliste.

Temps de crises

Les querelles entre l'appareil londonien et les *Unions* sont récurrentes quand vient le temps des investitures. Ainsi, en juillet 2013, une crise a eu lieu autour de l'investiture du candidat travailliste dans [la circonscription de Falkirk](#) (Ecosse). Contrairement à la tradition, la direction du Labour a décidé d'y désigner un candidat non soutenu par les syndicats.

Car, même si des syndicats importants soutiennent les thèses blairistes, ce qui invalide la thèse d'une action coordonnée des syndicats, le plus important d'entre eux, *Unite*, sait peser pour maintenir le Labour dans une ligne de défense des intérêts de la classe ouvrière. Liz Kendall le sait qui l'a nommément accusé, lui et les « *barons syndicaux* » de « *tenter de saboter* » l'élection du prochain leader travailliste. La jeune blairiste a enfoncé le clou, à plusieurs reprises, jusqu'à faire de cette question du « *lien* » entre Labour et *Unions* son cheval de bataille. Dans la ligne politique de Tony Blair, elle mène l'assaut : « *Il n'est pas sain que le parti soit aussi dépendant des fonds syndicaux* », a ainsi martelé l'élue de la circonscription ouvrière de Leicester Ouest. Comme Ed Miliband en son temps, elle se présente comme défendant l'ensemble des Britanniques, contre les syndicats qui seraient en perte de représentativité. En effet, seuls 14 % des salariés du privé sont syndiqués, contre 56 % sans le secteur public³.

Len McCluskey, le secrétaire général de *Unite* principal syndicat du secteur public, n'a pas tardé à répondre. Il a été accusé d'avoir poussé Jim Murphy, l'ancien patron du Labour en Ecosse, à la démission. Puis, il a brandi la menace de l'arme atomique, si les travaillistes viraient trop « *vers le centre* » : « *Nous devrions repenser nos liens avec le labour party* », a-t-il glissé. Len McCluskey a surtout senti la montée de sa base. De plus en plus de militants de *Unite* ont rejoint d'autres partis, notamment le SNP, et contestent le lien unique avec les travaillistes. De fait, Len « le rouge » profite des critiques de sa base pour tenter d'imposer son agenda politique au parti travailliste, dans la grande tradition du mouvement syndical outre-Manche. Il se dit que celui que la presse conservatrice considère comme « *héraut de la gauche dure* » aurait choisi son candidat dans la course au leadership : le très modéré Andrew Burnham.

³ Article sur les [Trade Unions](#), sur le site worker-participation.eu

Orientations politiques

Mais Len McCluskey n'agit pas seul. Ainsi, dans une tribune, 27 MPs (membres du parlement) se prononcent pour le maintien du lien avec le mouvement syndical, dans des propos peu susceptibles d'interprétation : « *Nos syndicats affiliés devraient être encouragés dans leurs efforts afin que leurs membres deviennent membres de notre parti. Nous devons aussi être clairs : les dirigeants syndicaux élus ont le droit et le devoir d'exprimer leurs avis sur la politique et sur les candidats au nom de leurs unions.* » Evidemment, ces 27 parlementaires sont tous issus de la gauche du Labour et combattent l'orientation blairiste.

Car, derrière le débat sur le « lien » entre le Labour et la TUC, c'est bien l'orientation politique des travaillistes qui est en question. Dans la continuité des gouvernements Blair et Brown, Liz Kendall et les blairistes veulent continuer à transformer le Labour en parti démocrate menant une politique d'atomisation du corps social, considéré comme une addition de clientèles électorales. En ce sens, l'individualisation du rapport au parti correspond à la visée politique d'une société dont la base serait la contractualisation entre individus au détriment des rapports collectifs. Les syndicats et la gauche travaillistes défendent encore le welfare state et une vision collective, sinon de classes, de la société britannique.

En guise de conclusion

Or, une des contradictions auxquelles doivent faire face les héritiers de Tony Blair, c'est que la conséquence de leur politique gouvernementale a été que « *la majorité des postes à responsabilité soumis à renouvellement dans les syndicats ont été remportés par des candidats de gauche voire très à gauche* », relève le politologue Philippe Marlière ⁴. Ce dernier, pourtant, ne voit pas d'un bon oeil une redéfinition des liens entre *Unions* et Labour : « *D'un côté, cela faciliterait la tâche aux blairites et, de l'autre, cela renforcerait le corporatisme de certains syndicats* ».

N'en reste pas moins que s'en prendre au lien entre le parti travailliste et les syndicats, au moment même où le gouvernement conservateur s'apprête à lancer une [offensive anti-syndicale](#) d'une ampleur rarement égalée, relève, pour Liz Kendall, d'une drôle d'appréciation du temps politique.

⁴ Entretien avec les auteurs, mai 2015